

ENGAGEMENTS D'ACTUALITE, ACTUALITE DES ENGAGEMENTS

Marc Jacquemain, Pascal Delwit et Bruno Fère

« Après « l'explosion militante » de la décennie 65-75, les sociétés européennes ont repris durant les années 80, au moins en apparence, le cycle long de l'individualisation et la thèse du « déclin des passions politiques » a semblé redevenir incontournable ». C'est par cette phrase que nous ouvrons le chapitre consacré à l'évolution des formes de l'engagement dans les actes du congrès de l'ABSP de 2005 (Perrin, Jacquemain, 2008). Trois ans plus tard, le constat fondamental qui était fait à l'époque n'a pas changé : les travaux de science politique constatent généralement la fragilisation des formes « classiques » de l'engagement politique (Fillieule, 2005) et c'est même devenu presque un paradigme en soi avec les travaux de Robert Putnam sur le déclin du capital social (Putnam, 1993, 2000). Mais dans le même temps que l'on constate, assez généralement, la fragilisation de l'assise des partis politiques ou des syndicats, ainsi que, sur le long terme, une tendance à la diminution de la participation électorale tant dans la « vieille Europe » qu'aux Etats-Unis, les chercheurs s'intéressent beaucoup à tout ce qui émerge comme formes alternatives de l'engagement public.

Au vrai, on observe une certaine division du travail : la science politique se réserve plutôt les objets empiriquement bien installés comme les partis politiques et travaille davantage l'évolution de cadre de références relativement établis, comme les clivages de Stein-Rokkan, dont la pertinence reste toujours d'actualité. La sociologie a plutôt choisi comme objet privilégié dans ce domaine, les formes « émergentes » et encore fragiles de qui pourrait constituer un renouveau de l'engagement : en tentant notamment de donner un contenu empirique à la notion d'engagement distancié proposée par Jacques Ion (Ion, xxxx).

Le groupe de travail « évolution des formes de l'engagement public » de l'ABSP réunit lors de ses activités des chercheurs appartenant aux deux traditions et cette pratique du dialogue par-delà des frontières disciplinaires parfois quelque peu arbitraires constitue une de ses spécificités. Dans le cadre du congrès d'avril 2008 à Louvain La Neuve, pour nous situer dans la thématique générale choisie pour le congrès, nous avons mis sur pied un atelier intitulé « *Engagement des actualités, actualité des engagements* ». Spontanément, la même dualité d'objets est apparue dans l'ensemble des communications proposées pour cet atelier. A cette dualité d'objets se superpose partiellement une dualité de méthodes : d'un côté, une appréhension de l'engagement sous la forme d'études de nature plutôt causalistes et quantitatives, de l'autre, la mise en œuvre d'une tradition plus herméneutique. On pourrait dès lors distinguer, non selon les objets mais selon les approches. Mais on a choisi de ne pas le faire ici pour éviter toute querelle de méthodes et pour insister sur le fait que, comme le propose Karl Deutsch « *La vérité se trouve au confluent de flux indépendants d'évidence empirique* » (Cité par Putnam, 1993, p XXX).

A cette dualité habituelle s'est ajoutée une réflexion encore émergente sur le rapport entre engagement et politiques publiques dans le contexte de la société de « modernité radicale ».

Le chapitre qui suit vise à présenter au mieux cette diversité d'approches et de résultats. Selon l'optique et l'objet choisis, la dominante sera plutôt le déclin ou la mutation, la poursuite des tendances lourdes de l'individualisation de la société ou l'émergence de nouvelles formes de protestation. C'est le signe, sans doute, que l'engagement reste encore un objet non stabilisé, tant du point de vue empirique que théorique et que la diversité d'approches proposée mérite assurément d'être poursuivie.

Introduction : la posture du chercheur.

Pour ouvrir la réflexion, Philippe Corcuff aborde d'emblée le côté le plus sensible de l'actualité, du point de vue des scientifique en questionnant la frontière épistémologique qui exige du scientifique qu'il soit en permanence détaché de son rôle d'acteur dans la cité. Dans son intervention, il s'inspire d'une part de son expérience d'enseignant et de chercheur dans les domaines de la sociologie et de la philosophie politiques, et, d'autre part, de son expérience de citoyen engagé en tant qu'altermondialiste membre du conseil scientifique d'ATTAC France, ou dans le réseau des universités populaires alternatives françaises. L'enjeu est d'une certaine façon de montrer qu'il est possible de soutenir l'exigence merleau-pontienne d'équilibrer une tension profitable entre engagement et distanciation. Merleau-Ponty ayant montré qu'il est, de par le simple fait que nous sommes toujours déjà plongés dans le monde, impossible de s'en distancier, pourquoi ne pas assumer notre immersion dans l'histoire et assumer qu'il n'y a de production scientifique que corrélée au contexte de l'époque dans laquelle elle s'élabore ? Un tel positionnement épistémologique devrait en effet permettre aux postures militante et scientifiques de se nourrir plus sereinement l'une de l'autre.

Dans la foulée, on a peut-être eu tort de voir en Weber le chantre de la neutralité axiologique : la position du sociologue était en réalité bien plus complexe. Le père fondateur de la sociologie allemande n'interdisait pas complètement aux savants « d'exprimer sous forme de jugements de valeur les idéaux qui les animent ». Mais cela supposait notamment de « porter scrupuleusement, à chaque instant, à leur propre conscience et à celle des lecteurs, *quels* sont les étalons de valeur qui servent à mesurer la réalité et ceux d'où ils font dériver le jugement de valeur ». Réinterprétée dans le cadre des interrogations contemporaines sur la réflexivité sociologique (le retour réflexif sur les présupposés des chercheurs, sur les conditions socio-historiques de l'enquête, sur le rapport enquêteurs/enquêtés, etc.), cette piste pourrait déboucher sur un effort d'explicitation des dimensions axiologiques du travail sociologique contribuant à le rendre plus rigoureux. On entendrait alors la « neutralité axiologique » comme un *horizon régulateur* ; la démarche réflexive pouvant constituer un instrument d'orientation vers un tel horizon, se substituant aux tentations scientistes de négation ou d'illusoire purge définitive des aspects axiologiques.

Envisager en réalité avec lui la neutralité comme un horizon régulateur plutôt que comme le point de départ de la démarche scientifique c'est en définitive consolider la rigueur de celle-ci. En s'appuyant sur les expériences du club Merleau-Ponty et de celles des universités populaires ou encore en analysant le phénomène Obama et la mobilisation française anti-CPE, Philippe Corcuff montre qu'il est possible de s'écarter de deux écueils : l'illusion à la fois intellectualiste et scientiste de complète extériorité et neutralité, d'une part, et l'écrasement des spécificités et des registres de vérité propres aux métiers intellectuels par un « tout militant », d'autre part. Entre pôle scientifique et pôle militant, il est possible de déterminer un espace de postures diversifiées combinant différemment distanciation et engagement compréhensif. Ces postures sont certes figures distinctes des savoirs scientifiquement réglés, mais elles gardent un certain rapport avec eux, à travers notamment l'usage des outils intellectuels de distanciation créés par eux. Ces figures d'engagement dans « l'époque » passées en revue mettent en évidence qu'un intellectuel engagé ne déchoit pas nécessairement du point de vue de la logique intellectuelle, contrairement à ce que laissent entendre nombre de visions corporatives-neutralistes. Mais cela se cristallise dans des équilibres différents entre distanciation et engagement, distincts des produits directs de l'activité scientifique. Cette

nouvelle théorie du positionnement scientifique, Philippe Corcuff se suggère de la qualifier d'*épistémologie biographiquement située et étayée*.

1. L'engagement politique et partisan.

Ce paragraphe présente une série de contributions qui ont en commun de se situer davantage dans une approche « classique » de l'engagement politique : d'une part comment rendre compte de la multidimensionnalité du concept. Et de l'autre, comment isoler ses déterminants. En particulier, de quels poids pèsent les clivages « classiques », les pratiques, et les effets de médias.

La contribution de Marc Jacquemain, Patrick Italiano et Geoffroy Matagne s'attache à revisiter, à partir de données d'enquête récentes sur la Communauté Wallonie-Bruxelles¹ un classique de la littérature sur la « culture civique » au sens large : la relation entre les formes d'engagement dans la vie publique ou associative (de plus en plus souvent labellisées comme « capital social ») et le type de consommation qui est fait des médias.

Historiquement, Tocqueville insiste sur l'importance de la presse dans la constitution d'un « espace public » américain au début de la nouvelle république. Les études ultérieures ne démentiront pas la thèse classique selon laquelle la lecture des quotidiens constitue un indicateur de « culture civique » au sens à la fois d'intérêt pour la politique et de participation associative. L'irruption de la télévision au milieu du siècle dernier va modifier la donne : après une période d'euphorie, où le nouveau médium apparaissait comme le vecteur privilégié de l'information et de la culture politique, elle a été de plus en plus interprétée comme un vecteur de « désocialisation ». L'attaque culmine dans les thèses récentes de Robert Putnam et, en particulier dans *Bowling alone* (2000) où la télévision porte à elle seule l'essentiel du point du déclin supposé du « capital social » aux Etats-Unis.

Enfin, beaucoup plus récemment, un domaine nouveau s'est constitué, à peine investigué encore, qui est celui de l'influence d'Internet, média profondément différent par son interactivité et dont certains nourrissent l'espoir qu'il pourrait partiellement retisser ce que la télévision est supposée avoir détruit.

Comment ces différentes thèses résistent-elles à l'investigation empirique ? Les trois auteurs synthétisent les relations entre différents indicateurs d'engagement (participation associative, pratique du bénévolat, participation électorale...) et les pratiques de consommation des différents médias. Il ne s'agit pas seulement de mettre en évidence des relations mais de voir si celles-ci résistent au contrôle des principales variables démographiques : l'âge, le sexe, le niveau d'études et une variable de « situation matérielle subjective » considérée comme une proxy pour le statut économique.

Le résultat de l'analyse montre que la lecture d'un quotidien, et la préférence pour le journal télévisé restent des prédicteurs sérieux de l'engagement, une fois contrôlées les principales variables de statut. En revanche, comme cela avait déjà pu être mis en évidence dans d'autres enquêtes, la consommation télévisuelle semble avoir peu d'impact *en soi* sur les pratiques d'engagement : l'impact à première vue marqué de la télévision traduit surtout l'influence du

¹ Enquête auprès de 1500 personnes de 18 ans et plus sur échantillon aléatoire en Communauté Wallonie-Bruxelles, menée en collaboration avec l'IWEPS en 2007.

statut social et, en particulier, du niveau d'éducation. La consommation télévisuelle est en effet une fonction directe de la situation socio-économique des répondants et, à situation égale, la relation entre cette consommation et l'engagement apparaît floue et ténue. Quant à Internet, il se confirme que, plus encore que les autres médias, il est ambivalent par la multiplicité même des usages qu'il permet : si l'usage régulier d'Internet est associé avec un plus fort engagement public, son usage intensif (plusieurs heures par jour) prédit exactement le contraire. La plasticité du web induit donc aussi une multiplicité possible d'effets selon les usages.

Au total, l'analyse des données empiriques recueillies plaide pour un tableau sensiblement plus nuancé que celui que l'on trouve généralement dans les essais classiques sur les médias. La télévision n'est certainement pas le « trou noir » absorbant le capital social que décrit Putnam : son effet sur l'engagement va dans le sens (négligé) prévu mais il est très évanescent lorsqu'on compare des publics socialement équivalents. Et surtout, dans toutes les analyses, le niveau d'éducation s'est avéré un prédicteur constamment plus puissant que l'usage des médias. Au total, ces éléments ne plaident ni pour une vision euphorique ni pour une perspective catastrophique : plus que les médias eux-mêmes c'est de toute évidence la capacité culturelle à les maîtriser qui s'avère déterminante. Mais bien sûr, ces éléments restent à la fois partiels et conjoncturels : les différents médias évoluent eux-mêmes très vite et dès lors, l'analyse de leur impact tend sans doute à se périmérer de même. Ce constat plaide pour multiplier les angles d'approche et pour compléter les analyses quantitatives au moyen de recherches soit de nature plus anthropologique, soit plus expérimentale.

Un autre piste peut être d'investiguer davantage l'engagement dans la sphère publique. C'est dans cette voie que se sont engagés Bernard Fournier, Min Reuchamps et Elodie Flaba qui se concentrent sur « l'intérêt pour la politique » chez les jeunes. Jusqu'où cette notion est-elle univoque ?

Partant d'une enquête réalisée dans huit écoles de la région liégeoise auprès d'élèves de 15-18 ans, l'analyse met en évidence le caractère multidimensionnel de l'intérêt pour la politique. Plutôt que de tenter de saisir d'emblée les déterminants de l'intérêt politique, les auteurs visent à en cerner les dimensions possibles et comment elles permettent de catégoriser les élèves en fonction de la manière dont ces dimensions s'articulent.

Pour mettre en évidence ces dimensions, les trois auteurs analysent leur donnée au moyen d'une procédure itérative de classifications ascendantes hiérarchiques. « *La classification ascendante hiérarchique permet de regrouper progressivement les différents individus en fonction de la proximité de leur profil de réponses* ». Les variables utilisées reprennent à la fois des indicateurs d'attitudes vis-à-vis de la politique elle-même (par ex : se sentir concernés par les décisions gouvernementales) des valeurs politiques (par ex, l'arbitrage entre « liberté pour chacun » et « égalité pour tous) et des pratiques (discuter de politique, assister à des débats, etc.). Au total, 12 variables qui constituent l'espace de l'analyse multidimensionnelle et permettent de constituer des « classes » parmi les jeunes interrogés.

A chaque étape de l'itération, l'analyse fournit des éléments utiles pour reconstruire l'aspect multidimensionnel de l'intérêt pour la politique. Il convient de s'arrêter un moment sur la classification qui clôture l'article et qui représente sans doute le mieux la synthèse de l'analyse. On voit que deux catégories de jeunes (respectivement 17 % et 21 % des élèves interrogés) peuvent être considérés comme « s'intéressant à la politique ». Ils se différencient des autres par le pourcentage élevé parmi eux de ceux qui discutent de questions politiques, se

sentent concernés par les décisions gouvernementales et se sentent proches d'un parti politique. Ces deux premières catégories se distinguent entre elles par le fait que tous les membres de la classe 1 (et aucun de ceux de la classe 2) ont assisté à des débats politiques. La classe 3 se compose de jeunes qui se déclarent massivement prêts à s'engager pour leurs idées mais sont très peu nombreux à discuter politiques ou se sentir proches d'un parti. On pourrait donc parler d'un engagement plus « abstrait » ou plus moral que politique. La classe 4 (14 %) se distingue surtout par le fait que tous ses membres estiment que notre société n'a pas besoin de changement. On pourrait les appeler les « conservateurs » (avec des nuances). Enfin, la dernière classe (15 % des répondants) se spécifie par le fait qu'aucun de ses membres ne se déclare prêt à s'engager pour défendre ses idées. On peut sans doute y voir les purement « indifférents ».

Même si elle est ici très sommairement résumée, on voit bien comment l'analyse itérative des auteurs aboutit à rendre le caractère multidimensionnel de l'engagement politique : évitant le piège de construire un indicateur a priori ou trop simple, la classification hiérarchique propose une typologie des positions par rapport à l'engagement. La recherche peut alors se poursuivre par exemple, par la mise en évidence des profils sociologiques des différentes classes ou de tout autre variable supplémentaire qui serait pertinente.

A travers la méthode utilisée, il s'agit donc de respecter la « *mosaïque des possibilités* » qui caractérise l'engagement des jeunes. La recherche menée ici montre bien qu'avant même de s'intéresser aux relations explicatives possibles de l'engagement, il s'agit de construire le concept lui-même qui peut se manifester sous une variété de formes et de nuances, celles-ci ne cadrant pas nécessairement avec les représentations a priori des chercheurs.

L'engagement au sein d'un parti est lui, davantage balisé. Mais obéit-il toujours aux mêmes déterminations ? En particulier peut-il toujours s'expliquer par les variables « lourdes » que sont la socialisation politique et le positionnement idéologique ? C'est à cette question qu'est consacrée la contribution d'Emilie Van Haute qui se propose de comparer les adhérents au VLD (libéraux flamands) et au CDV (démocrates-chrétiens flamands) et, au moyen d'une analyse discriminante, de hiérarchiser les facteurs permettant d'expliquer le choix d'un parti *plutôt* que l'autre.

L'auteur commence par rappeler le cadre conceptuel qui permet de poser ces questions : la structure des clivages politiques propres aux sociétés d'Europe occidentale, modèle initié notamment par Lipset et Rokkan et développé ultérieurement notamment par Daniel Seiler. L'essentiel du système des partis dans ces pays se structure selon Lipset et Rokkan selon quatre clivages : deux sont hérités des révolutions nationales (l'opposition Eglise/Etat et l'opposition centre/périphérie) et deux sont hérités de la révolution industrielle (le clivage urbain/rural et le clivage possédants/travailleurs).

A l'exception du clivage urbain/rural, toutes ces oppositions ont façonné l'histoire de la Belgique. L'opposition Eglise/Etat a été le moteur de la vie politique de notre pays pendant la plus grande partie du 19^{ème} siècle, les libéraux, puis, au fur et à mesure qu'ils s'organisaient, les catholiques, obtenant successivement des majorités absolues. La naissance du Parti Ouvrier Belge, ancêtre du PS, va modifier la donne en faisant de la « question sociale » une ligne de fracture centrale dès les premières élections au suffrage universel (1919). Tout au long du 20^{ème} siècle, on verra en outre monter le clivage centre/périphérie qui prendra, en Belgique, la forme spécifique de la question communautaire.

Dans le même temps la société belge va se « pilariser » : autour du POB et du Parti Catholique, principalement, du Parti Libéral, secondairement, vont se constituer des « constellations » d'organisation idéologiquement liées (mutuelles, syndicats, associations culturelles, mouvements de jeunesse...), peu perméables, et qui vont prendre en charge la socialisation politique du citoyen moyen « du berceau au tombeau ». La cohabitation de ces piliers et la distribution des ressources entre eux va donner lieu à une forme de pratique démocratique que les politologues baptisent « démocratie consociationnelle ».

Les évolutions des formes de l'engagement diagnostiquées par la sociologie politique remettent-elles en cause fondamentalement cette description ? Pour apporter un éclairage empirique sur cette question, Emilie Van Haute va analyser les déterminants de l'adhésion respectivement au CDV et au VLD sur base d'enquêtes quantitatives auprès d'un échantillon représentatif des membres².

L'auteure commence par caractériser idéologiquement les deux familles politiques, toutes deux situées au centre-droit mais sur des bases philosophiques différentes. Le CDV, dès après la seconde guerre mondiale, s'appuie à la fois sur la doctrine personnaliste et une vision organiciste de la société, mettant ainsi au centre de ses préoccupations, la famille, les relations à l'Eglise et l'enseignement. Le clivage « possédants/travailleurs », sur lequel le parti est composite, passe plutôt à l'arrière-plan. A l'inverse, le VLD est issu du PVV (Partij voor Vrijheid en Vooruitgang) qui, dès le début des années 60 va entreprendre un « aggiornamento » historique : liquider son héritage anti-clérical pour se positionner clairement comme le parti du libéralisme économique (tout en conservant une attitude plus portée au libéralisme politique et moral que son rival CDV).

Les adhérents d'aujourd'hui se situent-ils toujours dans ce cadre et les déterminants de l'adhésion peuvent-ils toujours s'inscrire dans le schéma conceptuel dégagé par Stein Rokkan ? A ces deux questions, l'analyse empirique d'Emilie Van Haute menée auprès des adhérents semble clairement répondre oui, même si c'est avec des nuances.

En premier lieu, la persistance des clivages classiques semble attestée : lorsqu'on soumet les adhérents à une batterie de questions d'attitude politique, et qu'on soumet leurs réponses à une analyse en composantes principales, on voit resurgir comme premiers axes les quatre clivages classiques évoqués plus haut. En outre, si on attribue à chacun des répondants un score factoriel sur ces quatre axes, ce score contribue un bon prédicteur de leur choix pour un parti plutôt que l'autre.

En second lieu, au-delà même du positionnement idéologique, le meilleur prédicteur du choix reste l'appartenance aux autres composantes du pilier. On voit ainsi apparaître comme variables déterminantes du choix, par ordre d'importance : l'affiliation mutuelliste, le réseau d'enseignement où l'on a été scolarisé, le fait d'être croyant ou non et ensuite les indices de positionnement idéologiques sur les quatre clivages. Ces variables de *socialisation politique* d'une part et de *positionnement idéologique* de l'autre dominent clairement l'effet des caractéristiques socio-démographiques. Ce qui amène l'auteur à conclure que « *si certains événements peuvent jouer le rôle de déclencheurs ou d'activateurs, il est primordial de garder à l'esprit qu'ils ne peuvent jouer ce rôle qu'en terrain favorable, si un substrat politique et social est présent* ». L'adhésion aux partis politiques, du moins, semble en tout cas résister assez bien à la « contingence » que la sociologie politique récente découvre au

² CDV = Christelijk Democraten Vlaanderen ; VLD = Vlaamse Liberaal Democraten.

sein des mécanismes généraux de l'engagement public.

La dernière contribution de cette dernière partie concerne un engagement partisan resté, pour l'essentiel, marginal au sein des démocraties européennes : l'engagement anarchiste. S'attachant à un objet moins « classique » de la science politique, Simon Luck s'écarte aussi des méthodologies largement quantitatives utilisées jusqu'ici.

Il se donne comme objectif de rendre compte des facteurs qui permettent d'expliquer le décalage entre les formes que prend l'engagement anarchiste d'aujourd'hui et son image quelque peu surannée. On peut en effet s'étonner de voir que le premier mouvement politique, émergence du socialisme, à avoir revendiqué revendiquer le droit à l'expression et à l'autonomie personnelles comme droit fondamental à faire valoir contre le capitaliste et contre l'Etat jouit aujourd'hui d'un bien faible engouement au regard du succès théoriques de ses principaux thèmes (anti-autoritarisme, démocratie directe, libre association, autogestion, individualisme, etc.) dans les nouveaux mouvements contestataires. A ce titre, montre Simon Luck, le mouvement anarchiste présente de nombreux traits d'un « nouveau mouvement social » et peut même être vu comme un « nouveau mouvement » avant l'heure, arborant dès sa naissance des aspects novateurs et avant-gardistes, aussi bien par ses modes d'action que par la place de l'individu en son sein. Son attachement à une longue tradition militante est peut-être la clef de voûte de son manque de succès concret auprès des résurgences libertaires.

En effet, les travaux des années 1990 et 2000 sur le militantisme et les mouvements sociaux ont souligné le renouveau des idées libertaires, entendues non pas comme synonymes d'anarchistes mais désignant plus largement des attitudes antiautoritaires ainsi qu'une forme de libéralisme culturel associées à la mise en avant de l'individu et de son autonomie. L'esprit libertaire se présente aujourd'hui comme un héritage et une amplification de celui porté par les « nouveaux mouvements sociaux » vingt-cinq ans plus tôt. Les groupuscules de la mouvance libertaire aujourd'hui investis dans la nébuleuse altermondialiste adoptent des thématiques et des modes d'organisation qui ont longtemps été propres au mouvement anarchiste. Ceci se traduit d'abord par le refus de laisser la parole à des représentants et le souci de construire des organisations parfaitement égalitaires — et donc sans dirigeants — qui préfigurent ce que pourrait et devrait être la société future. Cependant, au-delà de ces similitudes évidentes, il convient de souligner un ensemble de différences qui ne sont pas étrangères au fait qu'anarchistes et libertaires tendent aujourd'hui largement à s'ignorer ou s'éviter. On peut d'abord noter une différence visible de modes d'action : alors que le répertoire des anarchistes demeure classique, celui des libertaires intègre principalement des actions spectaculaires, parfois médiatiques, souvent carnavalesques et empreintes d'humour. Elles impliquent fréquemment des bricolages et des déguisements, voire le recours à des instruments de musique en manifestation. Autre élément distinctif : la sociographie des militants. Bien qu'il soit excessivement caricatural de présenter les anarchistes comme des ouvriers et les libertaires comme des « bourgeois », on constate chez ces derniers une origine sociale plus élevée, en partie liée à leur moyenne d'âge plus basse. Assez jeunes en moyenne (autour de 30 ans), les activistes sont fréquemment issus des classes moyennes ou supérieures et on compte très peu d'ouvriers parmi eux (aucun dans l'échantillon) ou parmi leurs parents. Ils tendent également à être un peu plus diplômés que les anarchistes (4 ans d'études après le bac en moyenne contre 2 pour les anarchistes dans notre échantillon).

On constate donc que le mouvement anarchiste attire peu de nouveaux militants, contrairement aux divers groupuscules de la gauche radicale et alternative. Ceci semble tenir à

plusieurs facteurs, dont en premier lieu une divergence de points de vue par rapport aux mouvements sociaux classiques. Le profil sociologique des libertaires tend à leur faire rejeter les formes d'un militantisme perçu comme marqué du sceau du « passé » — le mouvement ouvrier et son imagerie révolutionnaire traditionnelle — et à rechercher dans l'action politique l'expression de leur individualité et les rétributions symboliques de nouvelles formes de distinction. Ils mettent par conséquent en avant la nouveauté des modes d'action et le souci de militer en s'amusant, ce qui passe selon eux par une remise en cause du répertoire traditionnel de la gauche contestataire : les défilés syndicaux « tristes » et « ennuyeux », la distribution de tracts, etc. L'ensemble de leur engagement est construit contre ce modèle traditionnel, quand bien même celui-ci serait plus fantasmé que réel. Pour eux, l'aspect affranchi de leur engagement, le recours à l'action directe et perturbatrice, l'envie de prendre du plaisir en faisant de la politique constituent une rupture radicale avec ce qui existait auparavant. Ce « néo-militantisme » se distinguerait fondamentalement d'une forme d'engagement assimilée en quelque sorte à l'idéal-type du militant « distancié » décrit par Jacques Ion.

A l'inverse, les libertaires « alter » sont perçus par les anarchistes comme des réformistes sans utopie, davantage occupés à se déguiser en clowns et à « amuser les journalistes » qu'à faire avancer un réel projet d'émancipation sociale comme l'écrit Simon Luck. Les nouveaux groupements contestataires dit-on, ne veulent plus d'utopie mais s'engagent pour avoir une efficacité directe et immédiate. Avec leurs idéaux multiples et fragmentés, il ne se retrouvent par conséquent plus vraiment dans l'ambition émancipatrice globale d'un mouvement anarchiste resté fidèle à son histoire et à son *credo* révolutionnaire. L'hybridation et la collaboration sont compromises, et ceci d'autant plus que la méfiance est réciproque : les anarchistes tendent souvent à ne voir chez les libertaires que des réformistes sans utopie, davantage occupés à se déguiser en clowns et à « amuser les journalistes » qu'à faire avancer un réel projet d'émancipation sociale.

2. Les nouvelles formes d'engagement.

Internet, économie solidaire, altermondialisme. Par leur diversité les trois contributions qui suivent balise assez bien les « points saillants » du champ. Elles montrent aussi assez bien les caractéristiques de ces nouvelles formes d'engagement : pratiques émergentes, elles sont peut-être les formes d'engagement de l'avenir, destinées à se diffuser et à dominer le paysage dans un monde de plus en plus « réticulaire ». Mais pour l'heure, elles restent des pratiques tâtonnantes, qui ont du mal à se structurer et à se définir. Elles sont loin d'avoir l'ampleur et l'efficacité qu'a pu connaître, par exemple, le militantisme politique et syndical dans la plus grande partie du 20^{ème} siècle. C'est dans ces pratiques nouvelles, sans doute, que se joue pour les prochaines décennies le sort de l'engagement public : sera-t-il rénové dans ses projets et méthodes ou bien sera-t-il marginalisé, incapable de résister à la déferlante « individualiste » qui tend à privatiser tant les comportements que les horizons d'attente ?

Commençons par Internet : les collectifs en ligne font-ils naître de nouvelles formes d'auto-organisation politique a-hiérarchique et, pour ainsi dire, complètement libertaires ? Telle est la question qui pourrait guider la lecture du chapitre de Christophe Lejeune. A partir d'une ethnographie de l'organisation interne d'un de ces collectifs, les auteurs discutent des questions de la virtualité et de la dimension communautaire de ce genre de collectif. La démocratie, à l'origine, n'y fut pas toujours défendue comme modèle susceptible de réguler les rapports sociaux. Certes, la plupart de ces collectifs promeuvent-ils une alternative à la régulation par le marché et à l'institutionnalisation des savoirs experts. Ce qui en soi est déjà

un geste politique. Mais lorsque l'on se penche sur la façon dont les responsabilités sont réparties entre les membres de ces collectifs de volontaires, on remarque que leur organisation, pour être efficace et aujourd'hui plus démocratique, n'est pas « plate » pour autant.

En se penchant sur le cas plus précis de l'Open Directory Project, les auteurs proposeront la notion de collectif médiatisé, en argumentant les avantages de ce concept sur les « communautés virtuelles ». Il replacent tout d'abord l'émergence des collectifs numériques dans une perspective historique, et décrivent quelques contestations de l'exercice de différents statuts au sein de l'Open Directory Project. Ces controverses internes illustrent combien l'idée d'un affranchissement des distinctions sociales est exagérée. Par exemple l'examen de la répartition des tâches au sein de ces collectifs permet de montrer l'existence d'une division sociale du travail. Pour certains des membres actifs de ces collectifs, la division du travail s'accompagne de prises de responsabilités, assorties de statuts spécifiques (ce qui n'est pas très différent du mode de fonctionnement de la plupart des collectifs, qu'ils soient ou non coordonnés technologiquement). En tant que controverses, les moments de contestation de ces statuts constituent le point d'entrée privilégié (Latour 1995) dans le matériau ethnographique recueilli afin d'instruire la question de la légitimité de ces responsabilités.

Les auteurs s'interrogent ensuite sur une autre question : ces collectifs présentent-ils un canevas susceptible de renouveler la mobilisation sociale ? Ils montreront qu'il n'y a pas une altérité définitive avec les phénomènes non médiatisés. Au delà de la question politique de la mobilisation, on est dès lors fondé de se demander si la médiatisation introduit la moindre différence dans l'organisation des relations sociales. Le débat se déplace et devient celui des conceptions sociales d'Internet. À ses débuts, celui-ci s'est structuré autour de différentes thèses développées à propos de l'Internet, les unes utopistes, les autres catastrophistes. Soutenues par des technologues, les premières envisagent le réseau comme la concrétisation d'une cité utopique sans frontières, où chacun peut tout. Se basant – de manière étonnante – sur les mêmes présuppositions, les secondes y voient le lieu de tous les relativistes (Virilio). Loin de se limiter à un débat général entre commentateurs, ces positionnements se retrouvent également chez les acteurs concernés. Certains n'hésitent pas à mobiliser les classiques des sciences sociales pour décrire des collectifs de programmeurs de logiciels libres. Toutefois, en vantant les vertus de la non hiérarchisation de ces collectifs, il n'oeuvre (pas moins que les technologues) à la diffusion d'une conception utopiste des interactions en ligne. Les auteurs montreront que les différentes contestations en légitimité exposées ci avant invitent à une conception contrastée, dont les conséquences sociales ne peuvent être évaluées que sur pièces (Lejeune, 2008a).

S'il n'est pas certain que l'on puisse débusquer les « nouveaux militants » dans les réseaux Internet, il y a un terrain qui paraît moins équivoque : celui de l'économie solidaire, lointaine héritière radicalisée de l'économie sociale. Pour autant, l'efficacité de l'action militante doit aussi s'accommoder des tendances individualisantes liée à la radicalisation de la modernité et cela ne facilite pas l'action des militants.

Bruno Fère montre ainsi que les acteurs et les spécialistes de l'économie solidaire ne jurent que par une forme de micro-cité politique autogérée au sein de laquelle on ne s'encombre pas de discours théoriques mais on « agit ». On peut les situer en cela dans le sillage du philosophe Claude Lefort et d'une forme de tradition libertaire. L'auteur analyse cette grammaire de la politique comme étant une grammaire de la « praxis » aux tonalités

libertaires. Il montre comment les membres du MES³ et les chercheurs se prévalent de ce lexique de la praxis qui est celui de l'anti-autoritarisme pour revendiquer une place qu'ils voudraient majeur sur les forums altermondialistes. L'enjeu pour eux est d'éviter que ces derniers ne soient accaparés par des organisations politiques et syndicales qui s'en tiennent à la dénonciation sans toucher à l'action.

Les Solidaires s'accordent sur l'exclusion mutuelle « praxis solidaire » – « gauche critique ». Pour eux, l'extrême gauche qui « dénonce », s'épargne, à peu de frais, les coûts de l'action ». Son engagement est un engagement, en paroles seulement, qui ne coûte rien et qui apaise les inquiétudes morales » sans atténuer en rien la souffrance de exclus. Dans l'économie solidaire, la référence à l'action économique est centrale. Pour l'ensemble de ses acteurs, la gauche radicale incarne par excellence cette forme de « parole que l'on qualifie par dérision de verbale pour mettre l'accent sur son inefficacité à précisément modifier la réalité » (Boltanski, 1993, p. 108 et p. 267).

Mais à force d'être déployée sur l'action, l'attention se détourne totalement de la question de la mise en forme d'une identité visible : « Le MES est une nécessité politique absolue qui marque la recomposition d'acteurs sociaux, il a un rôle d'impulseur et cela pose les questions des alliances (ONG, élus...). La forme forum ne nous correspond plus car nous ne devons pas fonctionner avec des formes de représentations classiques ». Mais comment prétendre représenter sous ce « nous », une myriade d'acteurs solidaires quand toutes les formes de la représentation sont rejetées ? Face à cette belle déclaration réfutant avec emphase toutes conventions politiques obsolètes, on peut se demander « quelle forme alors » (Caillé, xxx)

Pour Habermas, il serait incroyable que les associations ne soient pas capables de s'associer. Pour le dire en ses termes, ces arènes « inférieures » qui luttent contre la bureaucratisation et la mercantilisation que leur imposent les arènes supérieures (le marché et l'Etat) et qui touchent les micro-secteurs de communication quotidienne, « se condensent de temps en temps dans des discussions publiques ou des intersubjectivités d'un niveau supérieur (...), pouvant aussi entrer en communication entre elles dès lors qu'est mis à profit le potentiel d'auto-organisation et d'utilisation auto-organisée des moyens de communication. Les formes d'auto-organisation renforcent la capacité collective d'action » conclut le philosophe (1990, pp. 165-166). Peut-on en être si sûr ?

L'analyse de l'économie solidaire dans les termes habermassiens de micro-espaces publics de concertations et de démocratie tient le coup tant qu'on en reste à l'association de quelques individus. Mais l'on voit que la communication « pure », au principe de « ces espaces publics autonomes » s'enclave rapidement dans les relations interpersonnelles qui se tissent dans des zones d'intimité qu'entretiennent certains acteurs entre eux au sein du MES que rien ne contrôle puisque le spontanisme des coopérations libres est une règle.

En évoquant, dans le langage de la sociologie pragmatique, les « affaires » qui ont opposé le MES dans le courant altermondialiste au grandes figures françaises de celui-ci (comme le Monde Diplomatique et ATTAC-France), il montrera combien le rejet d'une série d'organisations du côté de l'extrême gauche trotskiste ou léniniste, au nom de la beauté spontanément politique des associations solidaires, voile en réalité le véritable problème de fond : celui de l'organisation du pouvoir et de la représentation. A force de ne pas être posé, ce problème confine souvent les différentes composantes de l'économie solidaire à un

³ Mouvement pour l'Economie Solidaire

corporatisme qui peut apparaître inquiétant à ceux-là même qui entendent refonder la politique par la participation et l'association (cinquième temps). Praxis et représentation politique sont-elles compatibles ? On peut à nouveau citer Alain Caillé : « Il faudra bien que certaines associations prennent en charge cette question transversale et synthétique, au-delà de la spécialisation associative fonctionnelle actuellement dominante. Il faudra bien qu'émergent en somme, des associations spécialisées dans les problèmes d'ordre général dans la question du liant et de la transversalité » (Caillé 2001, p. 201).

Précisément, le mouvement altermondialiste échappe-t-il, lui à cette difficulté de la « montée en généralité » pour reprendre l'expression de Boltanski et Thévenot (1990) ? A partir de comparaisons parfois audacieuses entre des initiatives situées dans des contextes très différents, Geoffrey Pleyers tente de montrer que c'est peut-être bien ce mouvement qui combinerait le mieux l'articulation entre l'individualisme croissant et les exigences militantes.

Dans son chapitre, il soutient que nous ne sommes pas tant face à un déclin ou à des lacunes d'un mouvement immature incapable de faire surgir une voix représentative dans l'espace public qu'à une transformation des formes de participation dans des mouvements. Sur la base de recherches de terrain réalisées en France, en Belgique, au Mexique, en Argentine et lors de différents événements altermondialistes internationaux⁴, G. Pleyers propose une analyse d'acteurs qui combinent ainsi leur engagement avec une forte affirmation de subjectivités individuelles. A nouveau, l'autonomie semble être un thème crucial qui anime les acteurs de ces nouvelles formes de lutte et de contestation. C'est le même élan libertaire qui semble animer les altermondialistes, comme les anarchistes, les « solidaires » ou encore les concepteurs de logiciels libres évoqués plus haut.

En rapprochant le cas belge de Barricade du phénomène zapatiste ou encore du mouvement des sans terres brésiliens, G. Pleyers confirme que cet élan libertaire se traduit par la revendication d'une individuation de l'engagement, un refus de la représentation (à moins qu'elle ne soit tournante) et à l'élaboration de mécanismes complexes d'autogestion. Les notions d'expérience et de localisme sont également devenues cruciales. Loin de se limiter à la contestation du néolibéralisme, les « alter-activistes » veulent en pratique et au sein d'espaces locaux expérimenter des nouvelles formes de vie plutôt que d'attendre le grand soir. Ces espaces peuvent être des squats, la rue, les villages autogérés des forums sociaux mondiaux ou encore les territoires zapatistes. Dans chaque cas l'encrage à la réalité locale s'avère cruciale car l'organisation horizontale, la participation du plus grand nombre, la délégation limitée, la rotation des tâches et respect de la diversité, bref, l'ensemble des valeurs qui font la pensée libertaire, ne sont réalisables qu'à condition d'être peu nombreux, proches et très soudés. Le risque est évidemment de voir des expériences rester centrées sur elle sans jamais réellement chercher à créer entre-elles un liant. Pire, au regard de l'importance de l'individu et de l'importance reconnue de sa pleine subjectivité, tout qui le désire quitte le mouvement ou la micro-expérience dans laquelle il s'est engagé comme il le désire pour en rejoindre une autre. On risque un éparpillement des militants dans une multitude d'expériences qui en vient à dissoudre toute unité et toute continuité de l'engagement. Et lorsqu'il s'agira d'engager la lutte à plusieurs pour déterminer des revendications communes, le rejet de toute forme d'organisation du pouvoir risque de permettre de voir émerger des acteurs, plus investis que d'autres, prendre la tête du mouvement sans réellement le vouloir ni se l'être vu confié. En définitive, et comme le conclut G. Pleyers, la défense des communautés contre les logiques de

⁴ Cette recherche a été menée entre 1999 et 2007. Outre les observations de réunions et d'actions organisées par ces différents acteurs, 140 entretiens ont également été réalisés ainsi que des analyses des textes fondateurs de chacun de ces mouvements.

marchés peut céder le pas au repli dans le localisme, le communautarisme ou les identités fermées. La subjectivité auto-suffisante peut dériver dans un hédonisme de l'expérience vécue alors que l'individuation de l'engagement peut miner la continuité et l'unité du mouvement au profit d'engagements sporadiques. Quand au rejet de la politique partisane, partagée par de nombreux jeunes activistes qui ne « croient plus dans la démocratie telle qu'elle existe, ne finit-elle pas par se noyer dans des logiques d'anti-pouvoir qui se prive de relais politiques, seuls capable d'aider à parvenir à des transformations sociales concrètes ?

3. Engagement et politiques publiques.

Face aux militants, il y a les politiques publiques (pour ne pas dire « l'Etat », ce qui dans le contexte serait assurément réducteur). Celles-ci provoquent la réaction des militants ou réagissent elles-mêmes à l'action militante. Deux aspects seront relevés ici. D'une part comment sous quelles modalités le journalisme local peut-il s'insérer dans la pratique des « débats de proximité » entre associations de la société civile et acteurs publics. Et d'autre, part, avec une visée plus large et qui « boucle » en quelque sorte cette esquisse « panoramique » de l'engagement militant aujourd'hui, une réflexion sur la matière dont la « société du risque » transforme les cadres de l'engagement public.

Comment les journalistes locaux peuvent-ils rendre compte d'un « débat de proximité argumenté » ? C'est la question que pose Ludovic Renard et qui sert de fil conducteur à son étude de cas de l'opposition à l'implantation d'un terminal méthanier dans la Gironde.

Le caractère spécifique de la mobilisation vient de ce qu'elle s'est construite dans le cadre de la procédure « de débat public » telle que prévue dans les lois françaises de 1995 (Loi Barnier) et de 2002 (loi relative à la démocratie de proximité). Cette mobilisation se déroule entre juillet et novembre 2007, moment favorable puisque, à l'échelon local, on se prépare aux élections cantonales et municipales de 2008, et que, à l'échelon national, on se situe au moment du « Grenelle de l'environnement » initié par Nicolas Sarkozy.

Malgré cette situation favorable, les médias locaux, obsédés par l'impératif de traitement équilibré (PPP : « Pas de Parti Pris »), vont « passer à côté » de leur rôle potentiel dans le « débat de proximité argumenté ». C'est là le fil conducteur de la contribution.

L'idée principale de l'auteur est que, s'il faut reconnaître aux médias « *leurs vertus pédagogiques voire ludiques, pour parvenir à informer et à intéresser le public le plus large sur des sujets complexes pour ne pas dire abscons* », ce souci de traitement équilibré, les amène à manquer le contexte général en « *n'examinant pas en quoi cette mobilisation représentait une forme exemplaire d'engagement des citoyens sur des projets d'aménagement dits sensibles* ». En d'autres mots, ils n'ont pas pu « monter en généralité ». Au cœur de la difficulté, à nouveau le souci d'éviter le « parti pris », donc de donner la parole de manière équilibrée aux différents acteurs.

Or dit l'auteur, le débat lui-même ne s'est pas déroulé de manière équilibrée : l'opposition était massive et les soutiens institutionnels du projet faibles. Dès lors, les journalistes ont dû en quelque sorte « survaloriser » les arguments *pro* pour ne pas donner l'impression d'avoir un parti pris *contra*. Ou, plus exactement, soulignant constamment l'ampleur et le côté bruyant de l'opposition, ils ont dû dans ce souci d'équilibre, passer relativement sous silence la qualité argumentative de cette opposition, la ramenant ainsi à une pure question de nombre. On rate ainsi le pari du « débat public » : « (...) *les associations d'opposants n'apportent pas*

qu'une « opposition » servant à mesurer le degré « d'acceptabilité » du projet. Les associations d'opposants participent également de cet échange d'arguments en apportant notamment une expertise ». Précisément, la reconnaissance de cet expertise (et donc la présentation plus ou moins exhaustive de l'argumentation) ne cadre pas avec l'idéal de présentation équilibrée à partir du moment où les partisans du projet, soit se taisent pour des raisons tactiques, soit ne laissent parler que des acteurs secondaires (par exemple les défenseurs locaux du projet). Une présentation équilibrée paradoxalement, n'est donc pas une présentation équitable : elle minorise certains des arguments et en survalorise d'autres. Et inversement, une présentation équitable pourrait apparaître comme déséquilibrée, ce qui contredit la logique professionnelle dominante de journalistes.

Dans ce type de débat public, la question se pose donc d'envisager à l'avenir « un traitement médiatique qui engendre un renouvellement des catégories de producteurs de savoir présentés comme légitimes ».

La contribution de Catherine Fallon, Geoffrey Joris et Catherine Zwetkoff prend du champ puisque l'ambition des auteurs n'est rien moins que de tenter de retracer comment l'avènement de la *société du risque* transforme en profondeur la nature de l'engagement politique et, au-delà, la démarcation entre le politique et le non politique dans les sociétés de modernité radicale.

L'idée de « société du risque », que l'on doit à Ulrich Beck (principalement) fait du risque moderne (et en particulier de la possibilité du risque « majeur ») le moteur mais aussi l'analyseur des transformations récentes de notre société et, en particulier du rapport entre gouvernants et gouvernés.

Le risque majeur est défini comme « une réalité peu probable mais virtuellement catastrophique ». Il crée ainsi une nouvelle forme d'incertitude, non maîtrisable par la technique de la mutualisation qui a permis le développement de l'Etat social durant la plus grande partie du 20^{ème} siècle. Qu'il s'agisse de la perspective d'un accident nucléaire, d'une pandémie ou encore du réchauffement climatique, l'étendue des conséquences et leur caractère potentiellement irréversible imposent progressivement une autre logique de contrôle : la « précaution ». Concept dont les dimensions et les implications sont encore largement discutées, l'idée de précaution s'est imposée comme un incontournable dans les nouveaux discours de politique publique.

Le risque majeur est particulièrement sensible aux effets de représentations : il est d'abord la *perception d'une menace* mais d'une menace dont les conséquences imaginables sont si lourdes qu'elles peuvent produire une transformation radicale et soudaine des dynamiques sociales. Les auteurs de l'article insistent en particulier sur deux points. Le premier est que ces risques prennent naissance dans la sphère que Beck lui-même nomme « subpolitique » : à savoir qu'ils émergent comme « effets secondaires » de stratégies d'acteurs (les entreprises, en premier lieu, mais aussi les acteurs de la société civile) dont l'objectif n'est pas de les produire. Ils sont largement issus d'activités qui ne sont pas directement « politiques » au sens où elles seraient soumises à une forme institutionnalisée de légitimation. Ainsi, l'invention et la diffusion massive du GSM n'ont nulle part fait l'objet de politiques publiques délibérées mais le politique est bien obligé d'affronter les conséquences écologiques possibles de la prolifération des antennes. Le deuxième point qui structure l'article est l'absence de mécanismes institutionnels spécifiques pour gérer ces risques nouveaux, équivalents aux mécanismes de mutualisation et de concertation qui, en articulation avec le suffrage universel,

avaient permis à l'Etat social durant les trois premiers quarts du 20^{ème} siècle de gérer le risque industriel.

La redéfinition des frontières entre politique et non/politique et l'absence d'institutions aptes à prendre en compte cette transformation permanente confrontent les autorités publiques à une nouvelle demande sociale *de participation directe des citoyens* à la gestion des nouveaux risques. Il y a donc définition de « *nouveaux principes de légitimation des interactions entre autorités et usagers* ». Cette évolution est accentuée encore par trois facteurs : d'une part le développement dans nos sociétés d'un éthos de plus en plus « individualiste » (centré sur la libre disposition de soi) ; en second lieu, et en conséquence, la fragilisation des « corps intermédiaires » classiques (partis, syndicats, organisations professionnelles) ; enfin le développement des nouveaux médias, fonctionnant sur le registre (paradoxal) de l'immédiateté et de la rapidité, susceptible de favoriser de nouvelles formes de mobilisation.

Pour autant, il ne faudrait pas voir la montée de cette demande sociale de participation sous un jour trop idyllique. Emanant souvent de la partie la plus éduquée de la population, elle est fortement consommatrice en ressources cognitives, ce qui tend à sur-représenter très fortement les experts en lobbying et les militants « professionnels ». Si le citoyen « de base » peut s'investir à l'échelon très local, dès que l'on remonte vers des niveaux territoriaux plus élevés, on voit se constituer une nouvelle hiérarchie de l'expertise, différente de l'ancienne mais pas forcément plus égalitaire : la « loi d'airain de l'oligarchie » (Michels) peut jouer à plein en particulier au niveau européen. De plus, les différents intérêts sociaux n'ont pas les mêmes moyens pour s'offrir les experts, ce qui privilégie lourdement les intérêts économiques. A l'heure actuelle, il n'est donc pas aisé de savoir si ces nouvelles formes de participation, axées sur une redéfinition du politique et du non politique, offrent issue aux tensions nées de la « démocratie d'opinion » (Manin, 1995) ou si elles vont plutôt les exacerber.

4. Conclusion

Comme on l'a dit en commençant, l'approche du militantisme ne peut être que plurielle aujourd'hui, pour rendre compte à la fois de ce qui subsiste des formes classiques de l'engagement public (en déclin mais certainement encore numériquement dominante) et ce qui émerge réellement en termes de formes nouvelles (en devenir, peut-être, mais encore peu structurées et en constante évolution). La diversité des approches au sein de ce chapitre, ne doit pas masquer l'unité d'objet, une fois qu'on voit les choses de plus haut : il s'agit bien, selon la formule de Hirschman, (Hirschman, xxx) de savoir si l'on se trouve dans un retournement du cycle qu'il croyait distinguer entre « action publique » et « bonheur privé », deux pratiques, voire deux « formes de vie », pourrait-on presque dire, qu'il considère comme amenées à se succéder dans un mouvement de balancier à long terme, chacune portant en elle-même les germes de la déception future. Mais dans cette perspective, Hirschman sous-estime peut-être l'extrême diversité des formes tant d'action publique de bonheur privé. Et peut-être en définitive, sous-estime-t-il la possibilité que, dans le cadre d'une société profondément transformée, la frontière puisse être moins étanche qu'il l'imagine entre les deux.

C'est une des raisons qui fait de l'engagement public sous toutes ses formes, un objet qui restera longtemps pertinent pour la science politique en particulier et pour les sciences sociales en général.